

Unité départementale de la Loire-Atlantique

Nantes, le 14/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



UNION INVIVO

35 rue des Usines
BP 30315
44103 NANTES

Références : N2-2022-0049

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2022 dans l'établissement UNION INVIVO implanté 35 rue des Usines BP 30315 44103 NANTES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle et suite au départ d'incendie sur le séchoir n°2 du 1er décembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNION INVIVO
- 35 rue des Usines BP 30315 44103 NANTES
- Code AIOT dans GUN : 0006301931
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non Seveso

La société UNION INVIVO exploite au 35 rue des usines à Nantes des installations de stockage de céréales soumises à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 24 mars 2000.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la sécurité des séchoirs,
- la propreté.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Maintenance des séchoirs – entretien et réglages	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.7.	/	
Formation du personnel à l'exploitation des séchoirs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 4.7.	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Consigne d'exploitation des séchoirs – généralités	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.6.	/	
Consigne d'exploitation des séchoirs – règles de sécurité	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 4.5.	/	
Surveillance des séchoirs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.8.	/	
Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 24/03/2000, article 3.2.5	/	
Propreté des séchoirs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.4.	/	
Moyens de lutte contre l'incendie dans les séchoirs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 4.2.	/	
Rapport d'incident	Code de l'environnement du 20/12/2021, article R-512-69	/	
Entretien des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/03/2000, article 3.4.1.1	/	
Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	
Propreté du silo	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	
Coupure gaz - séchoirs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I - 2.13	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a montré une bonne organisation pour l'exploitation des séchoirs. Cependant, des progrès sont attendus sur l'enregistrement des opérations de maintenance et de contrôle. Le rappel des règles de sécurité au personnel doit être également mieux tracé.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Consigne d'exploitation des séchoirs – généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.6.
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes, portées à la connaissance du personnel, prévoient notamment : <ul style="list-style-type: none">- les modes opératoires ;- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances qui en résultent ;- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;- les conditions de stockage des produits ;- la fréquence de contrôles de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention ;- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité ;- les consignes pour les démarrages et les arrêts : les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible. Les consignes relatives aux périodes de démarrages et d'arrêts sont disponibles : <ul style="list-style-type: none">- dès la mise en service des appareils de combustion mis en service après le 20 décembre 2018 ;- à compter du 1er janvier 2020 pour les autres appareils de combustion.
Constats : L'exploitant a présenté la consigne d'exploitation des séchoirs du 15/03/2011. Cette consigne est toujours d'actualité car les séchoirs n'ont pas évolué depuis. L'exploitant dispose également de différentes fiches réflexes dédiées à l'exploitation des séchoirs.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Consigne d'exploitation des séchoirs – règles de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 4.5.
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.1 "incendie" et "atmosphères explosives" ;- l'obligation du " permis d'intervention " ou du " permis de feu " pour les parties de l'installation visées au point 4.1 ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ;- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.11 ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : Les consignes de sécurité sont affichées dans la salle synoptique de commande des séchoirs.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Maintenance des séchoirs – entretien et réglages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.7.
Prescription contrôlée : L'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.
Constats : Comme les séchoirs fonctionnent peu, l'exploitant a expliqué que la maintenance et les contrôles périodiques sont réalisés avant chaque début de campagne. La dernière maintenance de la partie gaz des séchoirs a été faite en juillet 2020 par CFCAI (cela comprend aussi le contrôle des sondes de température). Les explications données oralement laissent penser que la maintenance des séchoirs est correctement faite. Cependant, l'enregistrement dans la GMAO de l'opération de maintenance faite avant la campagne de 2021 n'a pas pu être présenté. Le respect de cette prescription réglementaire doit être démontré par un enregistrement plus rigoureux des opérations réalisées. Il doit pouvoir être démontré que les opérations réalisées sont complètes et respectent les consignes écrites.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Surveillance des séchoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.8.
Prescription contrôlée : Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion. Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.
Constats : L'exploitant a présenté le tableau indiquant le personnel affecté (en binôme) à la surveillance en permanence des séchoirs pendant la dernière campagne. Il a également présenté le tableau de suivi de l'exploitation des séchoirs sur lequel sont indiquées toutes les opérations de surveillance et de contrôle faites lors de la campagne.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Formation du personnel à l'exploitation des séchoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 4.7.
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.
Constats : La dernière formation "séchoirs" a été réalisée en juin 2015. Les personnes formées correspondent bien aux personnes affectées à la dernière campagne de séchage. L'exploitant explique qu'en début de campagne les règles sont rappelées mais aucune formalisation n'est faite. Les consignes de sécurité et d'exploitation doivent être régulièrement rappelées au personnel, et ce rappel doit pouvoir être justifié a posteriori.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2000, article 3.2.5
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un Plan d'Opération interne. Ce plan intègre le Plan d'Etablissement Répertoire réalisé en liaison avec les sapeurs pompiers. Il est tenu à jour dans le registre mentionné à l'article 2.3.
Constats : L'exploitant dispose d'un POI de février 2019. Une mise à jour sera à réaliser si nécessaire.
Transmettre une version numérique de ce POI à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Propreté des séchoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.4.
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Lors de la visite, les séchoirs étaient en cours de nettoyage. Ce nettoyage dure environ 1 mois. Compte-tenu des contraintes d'exploitation et des conditions sanitaires, la fin du nettoyage est prévue pour fin février 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie dans les séchoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 4.2.

Prescription contrôlée :

Les locaux visés au premier alinéa du point 2.4.2 sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'au moins un extincteur par appareil de combustion (avec un maximum exigible de deux extincteurs), répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont accompagnés d'une mention : " Ne pas utiliser sur flamme gaz ". Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes dans les locaux ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un système de détection automatique d'incendie. Ces moyens peuvent être complétés en fonction des dangers présentés et de la ressource en eau disponible :
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ;
- de robinets d'incendie armés, répartis dans les locaux visés au premier alinéa du point 2.4.2 en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel est formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Constats : Pendant une campagne de séchage, le système d'aspersion des séchoirs est raccordé au réseau d'eau de la ville. La vanne de raccordement est en bon état.

5 extincteurs sont présents dans les séchoirs et 2 extincteurs manquent car ils étaient en cours de contrôle pendant la visite. Ils seront à repositionner avant la prochaine campagne de séchage.

L'exploitant a expliqué le fonctionnement des différentes sondes de température (selon leur position, la consigne est adaptée). Ces sondes ont fonctionné correctement lors de l'incident du 1/12/2021, elles ont permis d'alerter l'exploitant. Le système d'aspersion a correctement fonctionné.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/12/2021, article R-512-69
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Suite à l'incident du 1/12/2021, l'exploitant a transmis un rapport d'incident le 3/12/2021.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Entretien des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2000, article 3.4.1.1
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état. Elles sont contrôlées tous les ans par un organisme agréé.
Constats : L'exploitant a présenté les derniers rapports de contrôle des installations électriques du 14/12/2021 (Dekra). Peu d'observations sont faites. Une observation reste à traiter dans le silo principal (mettre en place une étiquette) et une dans l'extension du silo (procéder à un nettoyage).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification complète du 6/05/2021 (Dekra). Il ne comporte aucune observation. Le puits de terre de la descente côté Ouest du silo principal a été observé. L'exploitant considère qu'il est propre, cependant un amas de matière est présent. Un nettoyage régulier reste recommandé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Propreté du silo

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
Constats : La galerie sous-cellule est propre.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : coupure gaz - séchoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I - 2.13
Prescription contrôlée : Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz.
Constats : La présence de deux vannes automatiques redondantes sur la ligne d'alimentation gaz a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite